

Perspectives

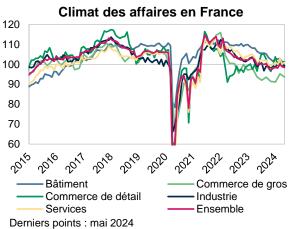
N°24/140 - 28 mai 2024

FRANCE – Le moral des entreprises a-t-il le vent en poupe ?

Les données tirées d'enquêtes indiquent un moral des entreprises et un dynamisme de l'activité globalement meilleurs au premier semestre 2024 qu'en fin d'année dernière. Les enquêtes de conjoncture de l'Insee, de la Banque de France et celles auprès des directeurs d'achat de S&P Global émettent toutefois des signaux un peu différents quant à leur évolution récente d'un mois sur l'autre, même s'ils sont tous compatibles avec une légère progression de l'activité au deuxième trimestre. Les résultats ci-après sont classés par pertinence des indicateurs, ceux de l'Insee et de la Banque de France s'avérant plus robustes

dans un contexte de divergences sectorielles marquées comme c'est le cas actuellement notamment au sein de l'industrie, du fait d'un échantillon d'entreprises interrogées plus large¹. À plus long terme, les perspectives semblent par ailleurs s'éclaircir pour les chefs d'entreprises d'après le dernier baromètre de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). Plus structurellement, le contexte entrepreneurial semble relativement porteur ces dernières années.

L'Insee a publié ce vendredi 24 mai <u>le climat des affaires de mai</u>, stable par rapport à avril à 99, soit juste en-dessous de sa moyenne de longue période (100). Ce résultat est cohérent avec une légère progression de l'activité au deuxième trimestre, le seuil empirique d'expansion de l'activité se situant autour de 80². Le climat des affaires s'améliore dans



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A./ECO

les services (+1 point par rapport à avril, à 101), mais il se dégrade dans le commerce de détail (-3 points à 99), ainsi que plus légèrement dans l'industrie (-1 point à 99) et le commerce de gros (-1 point par rapport à mars, l'indicateur étant bimensuel, à 94). Il est stable dans le bâtiment, juste au-dessus de sa moyenne de long terme, à 101. Le climat de l'emploi est en outre stable à un niveau supérieur à sa moyenne historique (à 102).

La Banque de France a pour sa part publié les résultats de son <u>enquête mensuelle de conjoncture</u> le 14 mai. Bonne nouvelle, l'activité aurait augmenté en avril dans les services marchands, dans l'industrie et dans le bâtiment, et ce davantage qu'anticipé le mois dernier par les chefs d'entreprises. Cela fait suite à un mois de mars où l'activité avait été peu dynamique par rapport à février. Le mois de mai s'annonce en revanche complexe à analyser, en raison des fermetures et congés liés au positionnement des jours fériés. Ainsi, si les chefs d'entreprises prévoient une baisse de l'activité dans l'industrie et le bâtiment et une faible hausse dans les services marchands, les effets de calendrier pourraient modifier quelque peu la donne. Les soldes d'opinion de l'enquête sont en effet corrigés du nombre de jours ouvrables, mais ne prennent pas en compte le positionnement des jours fériés, qui a un impact sur le nombre de jours effectivement travaillés. Sur la base des résultats de l'enquête pour avril et des anticipations pour mai, la Banque de

² Cf. le Document de travail de la Direction générale du Trésor d'octobre 2023 sur le sujet.



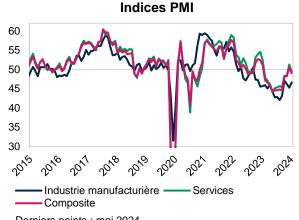
¹ L'Insee interroge 15 000 à 20 000 entreprises par mois, contre environ 8 500 pour la Banque de France, et moins de 1 000 pour S&P Global. Voir à ce sujet le récent article du blog de l'Insee : « <u>Les enquêtes de conjoncture se valent-elles toutes ?</u> ».



France estime que le PIB progresserait légèrement au deuxième trimestre 2024, après une hausse de 0,2% au premier trimestre. Cette estimation est toutefois entourée d'une incertitude plus importante que d'habitude, d'une part du fait des effets calendaires en mai³, et d'autre part en raison du changement de

base des comptes nationaux qui sera opéré à l'occasion de la publication des résultats détaillés du premier trimestre par l'Insee, vendredi 31 mai prochain.

L'indice PMI flash composite de l'activité globale en France, publié jeudi 23 mai, accuse un léger repli en mai, à 49,1 (après 50,5 en avril), soit légèrement endeçà du seuil théorique d'expansion de l'activité fixé à 50, mais en réalité sensiblement au-dessus du seuil empirique⁴. Ce léger repli en mai est par ailleurs à mettre en regard de la forte progression enregistrée en avril (+2,2 points). En outre, les indices PMI de S&P Global, tout comme d'ailleurs les climats des affaires sectoriels de l'Insee, sont désaisonnalisés, mais non corrigés des jours ouvrés, avec des effets potentiels des jours fériés et de leur positionnement en mai (une correction pourrait ainsi consister à remonter ces indicateurs en mai). Dans le détail, l'indice PMI se replie



Derniers points: mai 2024 Sources: S&P Global, Crédit Agricole S.A./ECO

nettement en mai dans les services, à 49,4 (après 51,3 en avril), tandis qu'il se redresse dans l'industrie manufacturière, à 46,7 (après 45,3).

Les résultats de la <u>Grande consultation des entrepreneurs</u> publiés par la CCI viennent compléter ce panorama d'indicateurs traditionnels de conjoncture, avec une vision de plus long terme (au-delà du trimestre⁵). Ceux-ci pointent vers un regain d'optimisme de la part des chefs d'entreprises en mai (+8 points par rapport à avril), l'indicateur se trouvant à 91, son plus haut niveau depuis août 2023. En particulier, l'opinion des chefs d'entreprises sur les perspectives des 12 prochains mois est de nouveau en hausse en mai, que ce soit pour leur entreprise, ou plus globalement pour l'ensemble de l'économie. La confiance dans les perspectives pour l'économie française et pour l'économie mondiale se trouve ainsi au plus haut depuis août 2023.

Enfin, plus structurellement, rappelons que l'environnement entrepreneurial en France est relativement porteur. La France est ainsi remontée à la 12° place des pays les plus riches en termes de contexte national entrepreneurial l'année dernière d'après l'enquête Global Entrepreneurship Monitor 2023/2024, se classant en première position parmi les pays du G7⁶. Malgré des normes culturelles et sociales relativement peu propices à l'entrepreneuriat en Europe (par rapport notamment aux pays anglo-saxons), la France se distingue positivement pour la promotion et le support de l'entrepreneuriat par le gouvernement, l'accès aux financements et, dans une moindre mesure, la promotion de l'entrepreneuriat dans les études supérieures. L'intention d'entreprendre est en outre plus forte en France que chez nos voisins européens et l'activité entrepreneuriale émergente a fortement progressé depuis 2012.

✓ Notre opinion – Les entreprises semblent être sorties de leur morosité, ce qui pourrait limiter le manque de dynamisme de l'investissement cette année. Notre scénario tablait en effet sur une légère contraction de l'investissement des entreprises, en lien avec les effets retardés du resserrement passé des conditions financières. L'investissement des entreprises a finalement déjà légèrement rebondi au premier trimestre d'après la première estimation des comptes nationaux de l'Insee, contrairement à nos anticipations. Notre prévision d'investissement pourrait donc être réhaussée à l'occasion de la publication de notre prochain scénario en juin. Il convient toutefois de rester prudent sur cette possibilité, car les chiffres du premier trimestre pourraient notamment être révisés à l'occasion de la publication des résultats détaillés des comptes nationaux trimestriels le 31 mai prochain, et ce d'autant plus en raison du passage à la nouvelle base.

Article publié le 24 mai 2024 dans notre hebdomadaire Monde – L'actualité de la semaine

⁶ Au sein des pays du G7 (États-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie), seul le Japon n'a pas participé à ce volet de l'enquête en 2023.



³ L'Insee apportera une correction du PIB trimestriel à la fois pour le nombre de jours ouvrés mais aussi leur positionnement, ce qui devrait conduire à un rehaussement par rapport à l'indicateur brut.

deviait conduire à un renaussement par rapport à rindicateur brut.
Ce seuil se situerait autour de 45 (Direction générale du Trésor).

⁵ L'indicateur prend en compte, en plus du jugement des entréprises sur la situation actuelle, leur appréciation sur l'évolution de l'économie dans les 12 prochains mois.



Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

	Date	Titre	Thème
2	24/05/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
2	23/05/2024	Royaume-Uni – L'assouplissement du marché du travail se poursuit, et c'est une bonne nouvelle pour la BoE	Royaume-Uni
2	23/05/2024	La polarisation, la fièvre de la société américaine	États-Unis
2	22/05/2024	Allemagne – L'industrie en positif au premier trimestre	Allemagne
2	21/05/2024	France – Un marché du travail étonnamment robuste, enfin une hausse des salaires en termes réels	France
1	6/05/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
1	6/05/2024	Mais que vient faire l'Azerbaïdjan dans le Pacifique Sud ?	PECO, Asie centrale
1	4/05/2024	Allemagne – Le gouvernement fédéral face aux défis de l'économie	Allemagne
1	3/05/2024	Le dollar est toujours le problème des pays d'Asie	Asie
0	7/05/2024	Zone euro – Les premières estimations de la croissance du PIB au T1 2024 confirment notre scénario de reprise par la consommation	Zone euro
0	7/05/2024	France – L'inflation cumulée depuis début 2020 reste inférieure de 3,5 points à celle de la zone euro	France
	3/05/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
	2/05/2024	En Afrique sub-saharienne, les questions migratoires et climatiques sont à la croisée des chemins	Afrique sub-saharienne
3	30/04/2024	France – Conjoncture – Flash PIB : légère accélération du PIB au T1 2024, à +0,2%, comme prévu	France
3	80/04/2024	France – Programme de stabilité, un manque de crédibilité et de cohérence, ainsi que des défis	France
2	29/04/2024	Zone euro – Scénario 2024-2025 : l'attention se déplace de l'inflation vers la croissance	Zone euro
2	26/04/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
2	27/04/2024	Soudan – Un an après le déclenchement du conflit, l'économie est au point mort	Afrique sub-saharienne
2	28/04/2024	L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires – Viandes	Agroalimentaire
2	25/04/2024	Une intrigante croissance chinoise	Asie
1	9/04/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
1	8/04/2024	Afrique sub-saharienne – Une reprise économique fragile et des défis en suspens	Afrique sub-saharienne
1	7/04/2024	Hong Kong – Un pas de plus vers la Chine	Asie
1	7/04/2024	Fintech Outlook Premier trimestre 2024 – À la croisée des chemins	Fintech
1	6/04/2024	<u>Italie – Scénario 2024-2025 : 2024, alea jacta est</u>	Italie
1	6/04/2024	Royaume-Uni – Scénario 2024-2025 : début d'un cycle de croissance molle	Royaume-Uni
1	6/04/2024	France – Une moindre hausse du taux d'intérêt moyen sur la dette des entreprises qu'en zone euro	France
1	2/04/2024	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
1	1/04/2024	Espagne – Les prix de l'immobilier résistent en 2023	Zone euro
1	1/04/2024	France – Scénario 2024-2025 : la reprise à l'horizon	France

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation: Elisabeth Serreau – **Statistiques**: DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: <u>publication.eco@credit-agricole-sa.fr</u>

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet: https://etudes-economiques.credit-agricole.com/ iPad: application Etudes ECO disponible sur App store Android: application Etudes ECO disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.

